

## La longue marche américaine des syndicats

di Philippe Escande

Le syndicalisme est un combat de longue haleine. Il n'y a pas que les militants CGT, qui défilaient lundi 17 octobre en rangs clairsemés dans les rues de Paris, à penser cela. Christian Smalls partage largement ce point de vue. Licencié par Amazon en 2020 pour avoir suscité un mouvement de protestation chez les employés à propos des conditions sanitaires en pleine vague de Covid-19, cet ancien rappeur au look décalé a fondé, en 2021, le syndicat des travailleurs d'Amazon (Amazon Labor Union).

Depuis, il tente d'imposer l'organisation chez le deuxième employeur des Etats-Unis. Ce 18 octobre, il a enregistré une nouvelle défaite. Par 406 voix contre et 206 pour, les deux tiers des salariés du site d'Albany (Etat de New York) ont rejeté la création d'un syndicat dans leur entreprise. Pourtant, après un succès éclatant en avril au gros centre de tri de Staten Island, dans le même Etat, avec ses 8 000 employés, il pouvait penser que l'histoire était de son côté. Mais les trois consultations suivantes se sont soldées par des échecs. Les salariés ne veulent pas de syndicats.

Il n'est pas surprenant que les patrons américains soient, dans leur écrasante majorité, hostiles aux syndicats. Et particulièrement dans le milieu du high-tech et de la Côte ouest, pourtant traditionnellement favorable aux politiques démocrates. Les dirigeants d'Apple, d'Amazon ou de Starbucks luttent pied à pied, parfois à coups de menaces, contre les initiatives visant à implanter dans leurs magasins ou usines des institutions représentatives capables de mener des négociations sur les salaires et les conditions de travail.

### « Relation directe »

De tels groupes sont considérés par les entreprises comme des intermédiaires nuisibles. « *Nous sommes heureux que notre équipe d'Albany ait choisi de conserver sa relation directe avec Amazon* », s'est félicitée la direction du groupe à l'issue du vote. Elle n'avait d'ailleurs pas lésiné sur les moyens pour dissuader ses salariés de choisir la voie du syndicalisme. Et, pour l'instant, force est de constater que cette relation directe est efficace.

Les salaires minimums chez le numéro un mondial du commerce en ligne n'arrêtent pas de grimper et atteignent désormais les 19 dollars (19 euros) de l'heure, soit largement au-dessus des minimums légaux. Il faut dire que la pénurie de main-d'œuvre pousse l'entreprise à soigner ses employés. Selon une étude interne dévoilée par le quotidien *Les Echos*, en 2021, seulement un salarié d'Amazon sur trois est resté plus de trois mois dans l'entreprise. La firme a donc beau jeu

aujourd'hui de mettre en avant l'efficacité de son dialogue social « maison », sans ces empêcheurs de travailler en rond que sont les syndicats.

C'est vrai dans les circonstances actuelles, mais que se passera-t-il dans un an, quand la récession, qui devrait s'installer en 2023, fera revenir le chômage, puisque c'est l'objectif désormais poursuivi par la Réserve fédérale, la banque centrale américaine ? Les périodes d'abondance, favorables aux salariés, ont été courtes ces dernières décennies, marquées aux Etats-Unis par une stagnation des bas revenus. Le besoin de solidarité collective se fera peut-être alors sentir avec plus d'acuité.